# Forum

## Conseil des Etats

Mon cher Président,
Permettez-moi de vous féliciter pour l'éditorial de PrimaryCare du 7 mars 2003 et de marquer avec vous mon étonnement devant l'étrange dérive qui frappe le Conseil des Etats depuis trois ans. Trois ans parce que, de 1995 à 1999, il y avait un médecin au Conseil des Etats et que ce médecin, indépendamment de la couleur et du poids de son parti politique, était associé à tous les travaux touchant à la Santé Publique. Certes, les assureurs représentaient déjà les intérêts des cotisants mais ils avaient à compter avec les avis de celui qui pouvait légitimement s'exprimer au nom des malades.

Durant cette période, le Conseil des Etats a ainsi repoussé la suppression de l'obligation de contracter que souhaitaient le Conseil National et la Conseillère Fédérale en charge du dossier. Il a introduit une clause transitoire généreuse pour que les médecins non porteurs du titre FMH ne soient pas assimilés aux Eurodocs dont l'ouverture des frontières à l'Europe faisait craindre l'arrivée en masse. Il a aussi réintroduit une nécessaire souplesse dans le remboursement des ultrasons de grossesse.

Bien entendu, explications et démonstrations concrètes ne suffisent pas toujours et la loi sur la procréation médicalement assistée témoigne de cette incohérence en autorisant la fécondation in vitro dans le but d'éviter une maladie héréditaire grave et transmissible tout en refusant simultanément le diagnostic préimplantatoire qui seul permet de prendre les mesures pour éviter la transmission de la maladie! Mais, dans l'ensemble, le Conseil des Etats faisait honneur à sa réputation de Chambre Haute et de Chambre des Sages et savait prendre en compte et les souhaits des assurés, et les contraintes des assureurs et les nécessités des malades. Jamais durant quatre ans il ne fut donné d'assister à des débats si pauvres et peu documentés que ceux que vous relatez.

Vous avez mille fois raison, Monsieur le Président, de dénoncer l'impossibilité pratique de distinguer entre «bons» et «mauvais» médecins et les caisses-maladie, moins que tous autres, n'en ont la capacité, les connaissances ni la culture. Mais la forte représentation de leurs intérêts au Conseil des Etats et l'absence de toute voix défendant les malades et leurs médecins, a conduit à l'approbation des mesures urgentes que nous subissons aujourd'hui dans toute leur vulgarité.

Vous avez mille fois raison, Monsieur le Président, de souligner le désintérêt croissant pour une profession qui exige tant de celui qui la pratique et dont le commun des politiciens ne retient que le montant supposé du revenu, oubliant sans rougir son angoisse et sa reconnaissance lorsque lui ou ses proches sont frappés par la maladie.

En automne 2003, il y aura bien plus de représentants des caisses-maladie et des consommateurs que de médecins sur les listes au Conseil des Etats. Soyez vigilants alors, chers confrères, car votre influence est grande et il tient aussi à vous qu'au-delà de quelques conflits professionnels et naturelles inimitiés la voix des médecins et des malades se fasse à nouveau entendre à la Chambre Haute. Un médecin, même un seul, pourrait changer l'ordre des choses.

Avec mes amitiés confraternelles

*Dr Eric Rochat,*
*Spécialiste en Médecine Générale*
*Ancien Conseiller aux Etats Vaudois,*
*1995–1999 Médecin-conseil*

## Die Faust im Sack

Mein Freund Bruno Kissling hat einmal in einem «Bericht aus dem Vorstand» geschrieben, ein standespolitisches Engagement wirke antidepressiv und antifrustrativ.

Ich selbst könnte mir nicht verzeihen, die gegenwärtigen Entwicklungen im Gesundheitswesen mitzuerleben und nicht zu versuchen, sie auch mitzugestalten.

Oftmals in den vergangenen 15 Jahren hatte ich den Eindruck, der Impact meiner Bemühungen sei so gering, dass ich die Zeit doch besser in mein Golf-Handicap investiert hätte. Oftmals schien mir, die Standespolitik entwickle sich immer mehr zur Selbstbeweihräucherung einiger weniger Insider.

Seit einigen Wochen scheint sich jedoch die Aufmerksamkeit nicht nur der ärztlichen «Basis», sondern auch im weiteren Umfeld der Gesundheitspolitik allmählich zu verändern. Plötzlich erhalte ich nach dem Schreiben eines Editorials zu einem aktuellen Thema Echos, Antworten und Kommentare. Nicht nur von KollegInnen, sondern auch von Persönlichkeiten aus verschiedenen Bundesämtern (bis hin ins VBS), von Politikern und Journalisten. (Nur die Versicherer haben sich bisher nicht gemeldet, aber das kann sich ja noch ändern.)

Ganz besonders freut es mich, wenn diese Kommentare sogar in Form von Leserbriefen eintreffen und somit dazu beitragen, eine Diskussion zu entfachen und weiterzuführen. Wenn diese Leserbriefe sogar von einem Alt-Ständerat stammen, besteht auch die Hoffnung, dass unsere Meinungsäusserungen auch die Mauern des Bundeshauses durchdringen werden. Nach Hören und Lesen folgen Nachdenken und Verstehen, die ersten Schritte einer Verhaltensänderung ...

Liebe Kolleginnen und Kollegen, hört auf, nur die Faust im Sack zu machen, äussert Eure Meinung, erhebt Eure Stimme!

Jede Lawine entsteht aus einem kleinen Schneeball!

*Marc Müller,*
Präsident KHM